



CHAPITRE 109

CHAPTER 109

Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal

An Act respecting the Montreal Catholic School Commission

[Sanctionnée le 22 février 1955]

[Assented to, the 22nd of February, 1955]

Préambule.

ATTENDU que la Commission des écoles catholiques de Montréal a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle désire établir des assurances additionnelles en faveur de son personnel;

Qu'il y a lieu de préciser et modifier les pouvoirs qui ont été donnés à la commission relativement à la création et à l'administration tant de son fonds de pension que de son fonds de dotation;

Qu'il est dans l'intérêt de la commission de modifier certaines dispositions de sa charte;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1915, c. 38, a. 3, am.

1. L'article 3 de la loi 5 George V, chapitre 38, tel que modifié par les lois 11 George V, chapitre 49, article 8; 15 George V, chapitre 43, article 3; 16 George V, chapitre 46, article 3, et 19 George V, chapitre 46, article 4, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 2, par le suivant:

Formation du fonds.

"2. Ce fonds de dotation sera formé au moyen d'une contribution de un pour cent retenue sur le traitement annuel de chaque instituteur ou institutrice laïque, et d'une contribution de la Commission des écoles catholiques de Montréal pour un égal montant. La mise totale de la Commission des écoles catholiques de

Preamble.

WHEREAS the Montreal Catholic School Commission has, by its petition, represented:

That it desires to establish additional insurance for its staff;

That there is reason to specify and alter the powers granted to the commission respecting the creation and management of its pension fund and also its endowment fund;

That it is in the interest of the commission to amend certain provisions of its charter;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1915, c. 38, s. 3, am.

1. Section 3 of the act 5 George V, chapter 38, as amended by the acts 11 George V, chapter 49, section 8; 15 George V, chapter 43, section 3; 16 George V, chapter 46, section 3, and 19 George V, chapter 46, section 4, is again amended by replacing subsection 2, by the following:

Formation of fund.

"2. Such endowment fund shall be formed by means of a contribution of one per cent retained out of the annual salary of every male or female lay teacher and of a contribution by the Montreal Catholic School Commission of a like amount. The total amount contributed by the Montreal Catholic School Commission

Montréal ne devra en aucun temps excéder celle desdits instituteurs et institutrices.

Contributions
changées.

Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur la recommandation du surintendant de l'instruction publique, selon les circonstances, augmenter ou diminuer telles contributions."

shall not in any case be more than that contributed by the said teachers.

The Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the Superintendent of Education, may increase or decrease such contributions, according to circumstances."

Contributions
changed.

1925,
c. 43, s. 2,
remp.

2. L'article 2 de la loi 15 George V, chapitre 43, tel que modifié par l'article 2 de la loi 16 George V, chapitre 46, et par l'article 7 de la loi 14 George VI, chapitre 80, est remplacé par le suivant:

2. Section 2 of the act 15 George V, chapter 43, as replaced by section 2 of the act 16 George V, chapter 46, and amended by section 7 of the act 14 George VI, chapter 80, is replaced by the following:

1925,
c. 43, s. 2,
replaced.

Assu-
rance-vie
collective,
autorisée.

"2. La Commission des écoles catholiques de Montréal est autorisée à établir, en faveur des instituteurs et institutrices laïques et des employés permanents du sexe masculin et du sexe féminin, l'assurance-vie collective ou tout autre mode d'assurance jugé convenable par la commission et par la majorité des instituteurs et institutrices et employés. Il est loisible à la commission de contribuer, même après la cessation de l'emploi des assurés, jusqu'à concurrence de cinq dixièmes du montant de la prime annuelle, le reste de cette prime étant payé par les assurés. La participation à cette assurance-collective est obligatoire pour les instituteurs et institutrices laïques présentement à l'emploi de la commission, qui s'engagent à en faire partie, et pour tout instituteur ou institutrice laïque entrant au service de la commission après la sanction de la présente loi. La commission est autorisée à faire, avec l'approbation de la majorité des instituteurs ou institutrices, suivant le cas, et des employés permanents, tous règlements qu'elle jugera à propos, pour l'organisation et l'administration de cette assurance collective ou tout autre mode d'assurance approuvé par la commission et par la majorité des instituteurs et des employés.

"2. The Montreal Catholic School Commission is authorized to establish in favour of the male and female lay teachers and permanent male and female employees a group life insurance or any other method of insurance deemed expedient by the commission and by the majority of the teachers and employees. The commission may contribute even after the persons insured have ceased to be employed, up to five-tenths of the amount of the annual premium,—the balance of such premium being paid by the persons insured. Participation in such group insurance shall be obligatory upon the male and female lay teachers now in the employ of the commission who have agreed to join it, and upon every male and female lay teacher entering the employ of the commission after the sanctioning of this act. The commission may adopt, with the approval of the majority of the male or female teachers, as the case may be, and of the permanent employees, all regulations it deems expedient for organizing and administering such group insurance or any other method of insurance approved by the commission and by the majority of the teachers and employees.

Group
life insur-
ance au-
thorized.

Base des
contri-
butions.

Les contributions à l'assurance collective versées par la commission à compter du 6 juillet 1949, sur la base de cinq dixièmes du montant de la prime annuelle, et l'augmentation des montants assurés effectuée à la même date sont validées.

The contributions to the collective insurance paid by the commission since the 6th of July, 1949, on the basis of five-tenths of the amount of the annual premium, and the increase of the amounts insured effected on the same date are validated.

Basis of
contri-
butions.

Assu-
rances-vie
addition-
nelles.

En plus et indépendamment de l'assurance établie et administrée en vertu des alinéas précédents, mais subordonnément

In addition to and apart from the insurance established and administered under the preceding paragraphs, but subject

Addi-
tional life
insurance.

à l'autorisation du surintendant de l'instruction publique et du lieutenant-gouverneur en conseil, la commission peut établir à son gré toutes assurances-vie additionnelles en faveur de son personnel enseignant laïque, de son personnel administratif laïque, de ses autres employés laïques et permanents, aussi bien qu'en faveur des assurés de la police 986g émise par l'Alliance Nationale Compagnie Mutuelle d'assurance-vie, et toutes assurances contre la maladie et les accidents en faveur de son personnel administratif laïque, que ces diverses assurances soient du type collectif ou autres; décider si la participation à ces assurances sera obligatoire ou non; décider dans quelles conditions les assurés pourront continuer à participer auxdites assurances lors de leur départ de la commission; modifier et changer de temps à autre telles assurances selon qu'elle le jugera à propos; conclure toutes conventions appropriées avec une ou plusieurs compagnies d'assurance; payer à même ses fonds, en tout ou en partie, les primes nécessaires; faire tous règlements qu'elle jugera à propos pour l'organisation et l'administration de ces assurances et pour la détermination de la contribution des assurés au paiement des primes.

Termes
et condi-
tions.

Toutes telles polices, émises en vertu de l'alinéa précédent s'appliqueront à tel groupe, pour tel montant basé sur le salaire ou la durée des services ou autrement et selon tels termes et conditions que déterminera la commission avec l'autorisation du surintendant de l'instruction publique et du lieutenant-gouverneur en conseil.

Bénéfices
échus.

Les bénéfices échus en vertu des assurances prévues au présent article sont payables à l'assuré ou à ses héritiers ou représentants légaux et sont incessibles et insaisissables."

1930,
c. 58, a. 7,
remp.

3. L'article 7 de la loi 20 George V, chapitre 58, tel que remplacé par l'article 1 de la loi 23 George V, chapitre 58, est de nouveau remplacé par le suivant:

Fonds de
pension
local.

"**7.** Il sera loisible à la Commission des écoles catholiques de Montréal d'autoriser ou de créer un fonds de pension local, pour son personnel administratif et pour les employés manuels et les concierges, et

to the authorization of the Superintendent of Education and of the Lieutenant-Governor in Council, the commission may at its option establish any additional life insurance in favour of its lay teaching staff, its lay administrative staff, its other lay and permanent employees, as well as in favour of the persons insured by policy 986g issued by l'Alliance Nationale Compagnie Mutuelle d'assurance-vie, and any sickness and accident insurance in favour of its lay administrative staff, whether such insurance be group insurance or of any other type; decide if participation in such insurance will be obligatory or not; decide the conditions under which the insured may continue to participate in the said insurance on their leaving the commission; alter and change such insurance from time to time as it may deem it expedient; enter into any suitable agreement with one or more insurance companies; pay all or part of necessary premiums out of its own funds; make any regulations it deems expedient for organizing and administering such insurance and for fixing the contribution of the persons insured to the payment of premiums.

All such policies, issued under the preceding paragraph, shall apply to such group, for such amount based on salary or length of service or otherwise and on such terms and conditions as shall be determined by the commission with the authorization of the Superintendent of Education and of the Lieutenant-Governor in Council.

Terms
and con-
ditions.

The benefits accruing under the insurance contemplated in this section shall be payable to the insured or to his heirs or legal representatives and shall be inalienable and unseizable."

Accruing
benefits.

3. Section 7 of the act 20 George V, chapter 58, as replaced by section 1 of the act 23 George V, chapter 58, is again replaced by the following:

1930,
c. 58, s. 7,
replaced.

"**7.** The Montreal Catholic School Commission may authorize or create a local pension fund for the benefit of its administrative personnel and for its manual workers and caretakers, and adopt all

Local
pension
fund.

d'adopter tous règlements nécessaires à cette fin, le tout sujet à l'approbation du surintendant de l'instruction publique et du lieutenant-gouverneur en conseil.

Pouvoirs.

Elle peut notamment:

a) conclure des conventions avec toute compagnie de fidéicommis, toute compagnie d'assurance-vie ou tout gouvernement ou toute corporation autorisés à constituer des rentes viagères;

b) régler les conditions de participation à ce fonds de pension et celles de la mise à la retraite, la fixation des bénéfiques et l'administration du fonds de pension;

c) décider si l'adhésion au fonds de pension sera obligatoire ou volontaire et déterminer les contributions des adhérents et celles de la commission;

d) modifier et changer tel fonds de pension ou tout règlement ou convention s'y rapportant et généralement adopter toute autre disposition propre à assurer le bon fonctionnement du fonds de pension.

Condition.

Cependant, tant que tels règlements n'autoriseront pas la participation des instituteurs et institutrices à ce fonds de pension, les dispositions mentionnées à l'alinéa précédent, qui n'ont jamais cessé de le faire, continueront de s'appliquer à tous les instituteurs et institutrices."

1911, c. 29, a. 2, am.

4. L'article 2 de la loi 1 George V (deuxième session), chapitre 29, est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Valeur de l'immeuble exproprié.

"Nonobstant toutes dispositions générales ou spéciale inconciliables avec les présentes, la valeur maximum de l'immeuble exproprié, pour fins d'indemnité, est établie à la date de l'envoi au propriétaire, par poste recommandée, de la décision de la commission d'acquérir cet immeuble, pourvu que cette décision ait préalablement reçu l'approbation du surintendant de l'instruction publique et que les procédures en expropriation soient entreprises dans les six mois de l'envoi de la décision."

Entrée en vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

necessary regulations therefor, the whole subject to the approval of the Superintendent of Education and of the Lieutenant-Governor in Council.

In particular it may:

Powers.

a. enter into agreements with any trust company, life insurance company or government or corporation authorized to constitute life-rents;

b. determine the conditions for participation in such pension fund and those for retirement, the fixing of benefits and the administration of the pension fund;

c. decide if adhesion to the pension fund will be obligatory or voluntary and fix the contributions of adherents and those of the commission;

d. alter and change such pension fund or any regulation or agreement relating thereto and generally adopt any other provision calculated to ensure the proper operation of the pension fund.

However, so long as participation by teachers in such pension fund is not authorized by such regulations, the provisions mentioned in the preceding paragraph, which have never ceased to apply, shall continue to apply to all teachers."

Condition.

4. Section 2 of the act 1 George V, (second session), chapter 29, is amended by adding the following paragraph:

1911, c. 29, s. 2, am.

"Notwithstanding any general or special provision inconsistent herewith, the maximum value of the expropriated immoveable, for indemnity purposes, shall be established at the date of the forwarding to the owner by registered mail, of the commission's decision to acquire such immoveable, provided that such decision has previously been approved by the Superintendent of Education and that expropriation proceedings be instituted within six months of the forwarding of the decision."

Value of expropriated immoveable.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.